



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Adhésion à l'association France Dignes - Désignation de représentants - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle a construits sur son territoire, notamment ceux sur la Commune de Lattes. Dans le cadre de la compétence GEMAPI, les ouvrages communaux de protection contre les inondations sont aussi transférés à la Métropole qui doit en assurer la gestion. Ces ouvrages sont constitués pour la plupart de digues et de barrages.

L'exercice de la compétence GEMAPI impose de construire les ouvrages dans les règles de l'art, puis d'en assurer une gestion efficace, afin de maintenir dans le temps le niveau de protection pour lequel les ouvrages ont été réalisés. Outre la gestion courante comprenant l'entretien de la végétation et la surveillance régulière des ouvrages, les missions de gestion concernent notamment, le respect des consignes de surveillance en période de crue et post-crue, la réalisation de visites techniques approfondies, des procédures d'intervention d'urgence pour réparer d'éventuels dommages aux ouvrages et de transmission de l'information en période de crise aux services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la DREAL et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ainsi qu'aux communes concernées.

France Dignes est une association de 1901, dont l'objectif est de structurer et consolider la profession de gestionnaire de digues en favorisant les échanges techniques, le partage des savoir-faire et l'échange d'expériences, en développant les connaissances des gestionnaires par des formations et en créant des outils métiers spécifiques.

Cette association est l'aboutissement de l'action « création d'une filière professionnelle destinée aux gestionnaires de digues » telle que définie par le Plan de Submersion Rapide publié en février 2011.

L'association France Dignes a pour missions de :

- mettre en réseau, animer et assister les gestionnaires de digues et d'ouvrages de protection contre les inondations en constituant un lieu d'échanges et de partage d'expériences, de savoirs et d'informations ;
- renforcer les compétences métier des gestionnaires de digues par des actions de formation et de professionnalisation de la filière ;
- représenter la profession auprès des différentes instances, être porte-parole des gestionnaires, interlocuteur et force de proposition ;
- assurer une veille technique et réglementaire ;
- assurer la conception et la maintenance d'outils et méthodes spécifiques et assister ses membres à leur utilisation ;
- conduire des analyses pour le réseau de gestionnaires et participer à des projets européens et internationaux.

France Dignes propose à ses adhérents, entre autres, de bénéficier d'un important réseau de gestionnaires et de professionnels de la gestion des digues, de participer gratuitement à des journées techniques ciblées sur les besoins de ses adhérents, de bénéficier d'une veille réglementaire, de disposer de documents et notes techniques destinés aux gestionnaires. Les adhérents peuvent aussi orienter les actions de l'association, prendre part à différentes réunions (Comité Technique, Groupes de travail thématiques...), avoir un accès privilégié et une assistance à l'utilisation du logiciel métier de gestion des digues appelé « SIRS Dignes », avoir accès à une plate-forme d'échanges où participent des professionnels et des experts et contenant une veille journalistique et technique, un forum, des documents techniques, ...

Dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que Montpellier Méditerranée Métropole rejoigne ce réseau national afin de participer aux échanges d'expériences et d'améliorer ses bonnes pratiques en matière de gestion des digues et barrages.

Il est ainsi proposé d'adhérer à l'association nationale des gestionnaires de digues, France Dignes. La cotisation annuelle à l'association est fixée à 750 € à laquelle s'ajoute un montant de 30 €/km de digue géré. Montpellier Méditerranée Métropole gère un linéaire de 35,4 km de digue. Les frais d'adhésion annuelle à l'association France Dignes s'élèveraient ainsi à 1 812 € TTC.

S'agissant d'une structure associative, il est par ailleurs proposé de désigner un représentant de la Métropole et son suppléant au sein du Conseil d'Administration.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- M. Jean-Marc LUSSET (titulaire) ;
- Mme Jackie. GALABRUN-BOULBES (suppléante).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association France Dignes,
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole et de son suppléant au sein du Conseil d'Administration par un vote à main levée ;
- désigner Monsieur Jean-Marc LUSSET comme représentant titulaire et Madame Jackie GALABRUN-BOULBES comme représentante suppléante de la Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82075-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.